



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE - CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 25/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TRITER - centre recyclage- valorisation

29 rue des genets
68700 Aspach-Michelbach

Références : 00067006119_2025_11_13_Triter_Aspach_Michelbach_VIIC
Code AIOT : 0006706119

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement TRITER - centre recyclage- valorisation implanté 29 rue des genets 68700 Aspach-Michelbach. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Référentiel utilisé :

- Arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.
- Arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : " Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques "

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRITER - centre recyclage- valorisation
- 29 rue des genets 68700 Aspach-Michelbach
- Code AIOT : 0006706119
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TRITER, située à Aspach-Michelbach, exploite notamment une installation de traitement, de transit et de stockage de matériaux inertes ou recyclables.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contenu de la procédure d'acceptation préalable des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article Article 3	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
2	Contrôles à la livraison	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article Article 7	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
3	Document d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, Article 5	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
4	Accès au site	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 3.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est constaté que l'exploitant ne dispose actuellement d'aucune procédure formalisée garantissant la traçabilité des déchets ; aucun document d'acceptation préalable n'est établi et le processus de contrôle n'est pas structuré.

Toutefois, l'exploitant a engagé une démarche de remise à niveau du système informatique visant à intégrer l'ensemble des documents exigibles. Ces actions sont réalisées avec l'accompagnement d'un bureau d'étude.

Il a également été constaté qu'une partie du site n'est pas clôturée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contenu de la procédure d'acceptation préalable des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article Article 3
Thème(s) : Autre, Acceptation des déchets extérieurs
Prescription contrôlée : « L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation

préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II ».

Constats :

L'exploitant déclare ne pas disposer actuellement d'une procédure d'acceptation préalable. De plus, il déclare qu'aucune opération particulière n'est effectuée permettant de s'assurer du caractère inerte des déchets entrants.

Il ne s'assure pas :

- d'un tri préalable ;
- que les déchets ne puissent pas provenir d'un site référencé comme contaminé ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux ont fait l'objet d'un test.

Seul un contrôle visuel est réalisé à l'entrée de l'installation et au moment du dépôt.

Il en découle que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les déchets acceptés respectent les critères définis dans la prescription précitée. En effet, le seul support mentionnant un code déchet est le bordereau édité lors de la pesée, sur lequel figure un code interne à l'entreprise. Ce code est déterminé à partir des déclarations du chauffeur et des observations de l'opérateur en poste au pont-bascul.

L'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.

La mise en place d'une procédure idoine est en cours, avec l'appui d'un bureau d'étude, à échéance printemps 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que l'exploitant mette en place une procédure d'acceptation préalable des matériaux entrants.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Contrôles à la livraison

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article Article 7
--

Thème(s) : Autre, Acceptation des déchets extérieurs

Prescription contrôlée :

<i>« Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. »</i>
--

Constats :

L'exploitant indique que les contrôles à la réception des déchets sont réalisés de la manière suivante :
--

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">• Un premier contrôle visuel est effectué à l'arrivée du véhicule, à l'aide des caméras de surveillance par la personne en charge de la bascule. En cas de doute, un accès visuel direct à la benne est possible grâce à un escalier prévu à cet effet.• Un bordereau est édité lors de la pesée, mais aucun document d'accompagnement complémentaire n'est établi.• Un second contrôle visuel est réalisé lors du déchargement, par l'agent affecté à la chargeuse. |
|--|

L'Inspection a pu constater l'arrivée d'un camion au niveau du pont bascule et la réalisation du contrôle visuel ; toutefois, aucun déchargement n'a eu lieu durant sa présence dans la zone dédiée.
--

Il a été constaté qu'aucune vérification des documents d'accompagnement n'est réalisée. En effet, aucun document d'accompagnement n'est demandé. Dans ces conditions, la prescription n'est pas respectée.
--

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Document d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article Article 5
--

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets

Prescription contrôlée :

<i>« Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</i>
--

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; |
|---|

<p>- l'origine des déchets ;</p> <p>- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</p> <p>- la quantité de déchets concernée en tonnes.</p> <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.»</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le document prévu. En effet, comme précisé à l'article 1 du présent rapport, aucun document préalable n'est demandé avant le dépôt des déchets.</p> <p>L'exploitant édite après réception pour chaque pesée, un bordereau sur lequel figure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le libellé de l'entreprise qui livre le déchet • le code déchet interne • la ville et le nom de la rue de provenance • la date et l'heure de livraison • l'immatriculation du camion et le prénom du chauffeur • un numéro de ticket de pesée <p>Toutefois ces éléments ne constituent pas sous cette forme le document préalable prévu. Ces informations, à considérer comme accusé d'acception au producteur peuvent répondre aux exigences attendues au sens de l'article 8 de l'arrêté du 12 décembre 2014 (sous réserve de la prise en compte de l'ensemble des éléments tels que précisés dans la prescription, y compris codes déchets complets, numéros SIRET, ...).</p> <p>L'exploitant n'ayant pas mis en œuvre les moyens nécessaires au respect de la prescription (utilisation du Document d'Acceptation Préalable), l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 4 : Accès au site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 3.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Accès au site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>«Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations».</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 02 mars 2023, il avait été constaté que "L'installation n'est pas accessible par des engins motorisés hors plages d'ouvertures. Toutefois les personnes pourraient y accéder à pied, le site n'étant pas clôturé.", à la suite de ce constat une proposition de mise en demeure a été</p>

soumise à l'autorité préfectorale. Celle-ci n'a pas été notifiée à l'exploitant.
Le jour de l'inspection, il est constaté que la situation n'a pas évolué, il n'y a pas de clôture délimitant l'exploitation du site voisin, du côté est, sur une distance d'environ cinquante mètres linéaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

Constatation hors point de contrôle :

- Dépôts de terre sur les terrains voisins

Lors de la visite du site d'Aspach-Michelbach, il a été constaté qu'un terrain situé de l'autre côté de la rue des Genêts, en face du site exploité par la société Triter, présentait des dépôts de terres. Interrogé à ce sujet, l'exploitant a indiqué que ce terrain appartient à la société Tronox, dont le site est situé en limite de cette parcelle. Il précise avoir procédé, à la demande du propriétaire, à des dépôts de terres sur cette zone, activité interrompue à la suite d'une demande formulée par l'Office français de la biodiversité (OFB).

L'inspection des installations classées n'a, à aucun moment, été informée de ces opérations par les parties concernées. Des investigations seront menées ultérieurement concernant ces dépôts.

- Traçabilité des déchets

Il est attiré l'attention de l'exploitant sur les dispositions de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement et notamment sur son article 10 qui précise que « [...] *Les informations contenues dans les registres visés aux articles 6 et 7 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des terres excavées et sédiments, assurent la traçabilité entre les lots entrants et les lots sortants [...]* ». Il appartient à l'exploitant d'assurer la traçabilité des terres excavées entre lots entrants et lots sortants.